

FRANCE

# Le rythme de la course à l'Élysée s'accélère

De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

A moins de 2 mois du premier tour de l'élection présidentielle française, le rythme s'accélère et les esprits s'échauffent, notamment pour les deux candidats – François Hollande et Nicolas Sarkozy – portés par les sondages en tête des intentions de vote des Français.

Du côté du président candidat, un seul objectif : récupérer des points gagnés par Hollande et réduire l'écart qui le sépare encore du candidat socialiste. Pour ce faire, tout semble permis, y compris la manipulation des chiffres.

L'entrée en campagne de Nicolas Sarkozy après sa déclaration officielle de candidature le 15 février dernier et son activité plus qu'intense en déplacements, meetings, visites et interventions télévisuelles nombreuses, si elles ont permis à l'actuel président de gagner 2 points (selon IPSOS) sur son concurrent socialiste, sont loin, pour l'instant, de bouleverser considérablement la donne. Hollande est donné par cet institut, mais pas le seul institut en l'occurrence, comme au premier tour avec un écart de 4 points et demi et au deuxième tour le candidat socialiste l'emporterait sur l'actuel chef de l'Etat avec un écart considérable avec 58% contre 42% pour Sarkozy. Mais rien n'est encore fait et chacun des deux prétendants le sait.

A droite, l'on s'est évertué, depuis de longue date, avant même que le candidat président ne fasse sa déclaration de candidature, à draguer les électeurs de la candidate du Front national qui montrait en puissance dans les sondages. Pour ce faire, l'on a même eu recours à des créations de trois courants à l'intérieur de l'UMP : la droite populaire dont les propositions et déclarations sont au plus proche du programme du FN et dont la cible première est l'immigration ; la droite sociale qui, contrairement à son intitulé, stigmatise à tout va «l'assistanat» et propose comme ligne la lutte contre la fraude et pour être plus précis contre celle des immigrés et enfin la droite dite «humaniste» et dont l'humanisme consiste à débattre «sans tabous» des sujets tels que l'euthanasie, l'homoparentalité, le financement des lieux de culte ou encore le vote des étrangers.

Ainsi, et aux côtés de conseillers du président tels que Patrick Buisson (ancien directeur du journal d'extrême droite Minute) ou l'autre conseiller Guillaume Peltier, ancien du FN, ces différents courants se sont lancés à bras le corps sur tous les sujets de prédilection de Marine le Pen, allant souvent plus encore dans l'extrême que la candidate du FN.

L'on saura au premier tour si cette stratégie de droitisisation toute de l'UMP et de son candidat a permis de siphonner des voix, mais d'ores et déjà l'on peut constater que l'ascension de Marine le Pen dans les sondages, très perceptible après sa déclaration de candidature, a quelque peu été érodée avec des intentions de vote en sa faveur aux alentours de 20% au début et qui tombent à 17 % et plus bas encore dans les derniers sondages.

Mais même là, la fille de son père garde malgré tout un fort potentiel électoral et peut créer la surprise. Celui qui la créera aussi, mais de l'autre côté de l'échiquier, est sans aucun doute Jean-Luc Mélenchon, le candidat du Front de Gauche, qui arrive dans les sondages à 9% d'intention de vote alors qu'il était parti parmi les derniers et qui ne se situerait plus très loin de François Bayrou (12%) et bien devant Eva Joly la candidate écolo (3%) et Dominique de Villepin (1%). C'est sur ce canevas des intentions de vote que le candidat socialiste est intervenu lundi soir sur TF1.

Plus que son programme portant sur 60 engagements qu'il a développé face à des citoyens et des journalistes présents sur le plateau, Hollande a surpris par deux nouvelles propositions : un taux d'imposition de 75% pour les revenus au-dessus d'un million d'euros par an, soit une plus forte taxation que celle qui figurait initialement sur son programme (tranche d'imposition de 45% pour les revenus de 150 000 euros par an) et la création d'une cotisation pour financer la dépendance en ayant recours à la solidarité par une contribution de tous à cet effort.

Ainsi donc, il est apparu comme plus à gauche qu'il ne l'a été jusque-là et ce n'est certainement pas les électeurs du Front de gauche ou ceux de l'extrême gauche qui lui feront grief.

Pour François Hollande, le calcul des voix se fait déjà pour le deuxième tour par les reports de voix de gauche sur sa candidature, et ce, même si lors de toutes ses déclarations, il se refuse à considérer les sondages le donnant gagnant comme parole d'évangile.

Quant au candidat président Sarkozy, il ne sait plus comment battre son concurrent Hollande et va jusqu'à la manipulation des chiffres. Dimanche dernier sur RTL, ironisant sur la proposition de Hollande de création de 60 000 postes de fonctionnaires dans l'éducation, et qualifiant cette proposition «de démagogie dans ce qu'elle a de plus extravagant», il poursuit : «en dix ans, le nombre d'élèves a diminué d'un peu plus de 400 000 quand celui des enseignants augmentait de 45 000».

Or, les chiffres de son propre ministère de l'Education sont très loin de ce qu'a avancé le candidat président. Ce tour de passe-passe n'a pas échappé aux commentateurs qui relèvent cette forfaiture alors que son staff explique que Sarkozy s'est simplement trompé, au lieu de dire vingt ans, sa langue a fourché. Sa crédibilité aussi, apparemment.

K. B.-A.

## MISE EN PLACE DU COMITÉ DE L'AMBASSADEUR

# Les États-Unis s'intéressent aux jeunes

*Les Etats-Unis d'Amérique ne cachent pas leur intérêt pour les jeunes Algériens. Le conseiller spécial de la secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton, pour les questions internationales relatives à la jeunesse, en a rencontré quelques-uns lundi, annonçant la création du Comité de l'ambassadeur pour les jeunes. Il assure que cet intérêt n'est pas propre à la région et n'a aucun lien avec les bouleversements que cette dernière connaît.*

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Ronan Farrow est catégorique : l'intérêt de son pays pour les jeunes Algériens s'inscrit dans une démarche globale qui vise à donner la parole à une frange de la société qui s'estime souvent très peu écoutée. La problématique de la jeunesse est, dit-il, appréhendée dans sa globalité. Il en veut pour preuve la similitude des problèmes soulevés par les jeunes dans les quatre coins du monde en dépit de leurs spécificités locales.

L'emploi, estime le conseiller spécial de Clinton, fait partie des premières préoccupations des jeunes qu'il a pu rencontrer ce lundi au siège de l'ambassade des Etats-Unis à Alger. S'il a beaucoup été question des conditions de vie, d'emploi et de chômage, les jeunes ont également évoqué la situation politique du pays. Elections législatives obligent, il a été question de participation aux prochaines échéances électorales. Sur quels critères les jeunes ont-ils été sélectionnés ? Pas de réponse. Ronan Farrow, évasif, dira que le panel de jeunes représentait des étudiants, des chefs d'entreprise et des acteurs de la société civile. Ils ont été assurés du soutien de l'ambassade américaine qui abritera d'ailleurs un bureau des jeunes.

L'ambassadeur dira à ce sujet que l'institution, à la tête de laquelle il préside, n'avait «absolument rien à cacher» et restait ouverte à toutes les propositions, via son site internet notamment. A travers sa



Photo : D.F.

Ronan Farrow estime qu'il est impératif de donner la parole aux jeunes.

rencontre avec les jeunes, le conseiller spécial de la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, promet une redynamisation du partenariat dans le domaine de l'éducation notamment et plus de bourses pour les étudiants désireux de profiter des différents programmes américains.

Ces actions menées en direction des jeunes sont-elles compatibles avec des programmes menés avec le gouvernement algérien ? Oui,

répond Ronan Farrow qui explique que le travail avec la société civile se fait en parallèle avec les programmes institutionnels.

D'ailleurs, l'ambassadeur dira à ce titre qu'une totale transparence caractérisait ce genre d'initiatives. Une initiative, estime Ronan Farrow, qui pourra éviter que, pour des raisons économiques, des jeunes défavorisés soient exploités par des courants extrémistes.

N. I.

## ELLE A TENU HIER UNE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

# La Caci fait son bilan

La Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci) fait son bilan de l'année écoulée. Son président a présenté, hier, un rapport exhaustif des activités de la Chambre en 2011 et tracé les grandes lignes de ce que seront les activités de l'année en cours. Tahar Khelil, son président, confirmait, hier, l'intention de la Caci de faire de la promotion du produit algérien un leitmotiv en multipliant les rencontres avec les opérateurs et en leur expliquant de quelle manière ils peuvent exploiter au mieux les différents dispositifs pour encourager les entreprises nationales à être plus présentes à l'international. Le président de la Caci expliquait que la Chambre de commerce continuera à être une force de propositions et prendra part à toutes les discussions relatives à l'arsenal juridique.

Ses membres ont pu, hier, prendre connaissance du bilan de la Caci qui, au cours de l'année dernière, a organisé plusieurs séminaires, salons, journées d'information et produit une grande quantité de documents en direction des opérateurs économiques.

N. I.

## ACCESSION DE L'ALGÉRIE À L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

# La relance des négociations en question

*Les négociations pour l'accession de l'Algérie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à la traîne depuis 2008, semblent sérieusement relancées.*

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - En 2012, un onzième round de négociations multilatérales et une série de rencontres bilatérales, tant informelles que formelles sont prévus en mars et juin prochains.

Prévues avec les membres du groupe de travail en charge du dossier Algérie, ces discussions seront l'occasion d'une évaluation relative notamment au commerce des services et aux processus de mise à niveau sectorielles.

Comme elles devraient permettre d'aboutir à la conclusion des accords bilatéraux et d'aplanir certaines divergences.

Et ce, dans la mesure où si jusque-là l'Algérie a répondu à 1 636 questions et a déjà conclu cinq accords bilatéraux tandis que d'autres accords sont quasi finalisés, notamment avec la Suisse, il restera, cependant, à poursuivre la négociation avec l'Union européenne, les Etats-Unis, le Canada et la Turquie.

Et dans ce contexte, et comme évoqué hier lors d'une journée d'information organisée sous les auspices du ministère des Affaires étrangères et celui du Commerce, la date d'accession reste incertaine, car soumise à l'appréciation de tous les pays membres.

De même que la question du coût d'accession reste posée, l'Algérie étant volontaire et résolue d'adhérer à l'Organisation mondiale mais «pas à n'importe quel prix», en tenant compte de ses intérêts. Et en ce sens, la partie algérienne a sollicité des périodes de transition, sur le court, moyen et long terme, pour mieux assurer les processus de mise à niveau.

En notant que la problématique du double prix du gaz, longtemps supputée comme étant un facteur bloquant, semble déjà «réglée».

En effet, le volet de la tarification énergétique ne fait pas partie des domaines régis par l'OMC et l'Algérie, qui a adopté des dispositions législatives et réglementaires liées aux hydrocarbures et à la concurrence, a apporté des réponses accueillies favorablement au sein de ce groupe de travail, selon les représentants des deux départements ministériels.

C. B.